

## Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale\*

### I. L'optimisme croissant de l'Afrique

À en juger par l'expérience des 10 dernières années, tout porte à croire que le continent africain va probablement faire du XXI<sup>e</sup> siècle son siècle. Depuis le début du siècle, les pays africains affichent une forte croissance économique. Même si la croissance du continent a ralenti – passant de 5,6 % en moyenne entre 2002 et 2008 à 2,2 % en 2009 – au moment où la crise financière mondiale et la flambée des prix des denrées alimentaires et des combustibles frappaient le monde, l'Afrique s'est rapidement redressée avec un taux de croissance moyen de 4,6 % en 2010. La croissance moyenne des pays du continent a de nouveau diminué en 2011 du fait de la transition politique en Afrique du Nord, mais elle s'est maintenue à un niveau élevé de 4,5 % en Afrique subsaharienne. Cette performance économique remarquable est le reflet d'une meilleure gestion économique, d'un environnement international généralement propice et de la hausse des prix des produits de base et des minéraux stratégiques. Constatant cette tendance, plusieurs organisations financières internationales de premier plan et des groupes de réflexion privés ont déclaré que l'Afrique avait le potentiel pour devenir un « pôle de croissance mondiale » à sa propre taille et selon son taux de croissance tout en stimulant la croissance d'autres pays du monde entier.

L'économie mondiale a régressé de 2,2 % en 2009, alors que son taux de croissance en 2011 est resté inférieur au niveau d'avant la crise, soit en moyenne 3,2 % entre 2002 et 2008. En 2012, ladite économie mondiale peine toujours à parvenir à une croissance forte, durable et équilibrée. Les efforts visant à stimuler la croissance nécessaire à la création d'emplois et à la résolution du problème du chômage élevé au niveau mondial sont entravés par des déséquilibres macroéconomiques persistants. Ces déséquilibres sont causés par des montants élevés des emprunts et de la dette souveraine dans les pays développés, par une croissance économique insuffisante conjuguée pourtant à une épargne élevée dans les pays émergents et en développement, et par l'inefficacité de la coordination des politiques au niveau mondial et des mécanismes permettant de remédier à ces déséquilibres.

Compte tenu du dynamisme actuel de ses économies, l'Afrique semble bien faire partie de la solution aux problèmes de la faible croissance et des déséquilibres au niveau mondial. Ce-

pendant, pour libérer son potentiel, l'Afrique doit s'attaquer aux défis et contraintes liés à sa propre structure économique. Car le fait est que les sources de la croissance de l'Afrique n'ont évolué que très peu au fil des ans, l'agriculture et les ressources naturelles restant les principaux moteurs et la croissance générant très peu d'emplois. Il est donc important d'examiner soigneusement l'expérience récente de l'Afrique en matière de développement, d'analyser les caractéristiques d'un pôle de croissance mondiale, de passer en revue les actions ou « impératifs » que l'Afrique doit entreprendre pour devenir un pôle de croissance mondiale et de définir les mesures qu'elle doit prendre pour libérer son potentiel de croissance. Ceci exige des mesures audacieuses de la part des africains, mais également de leurs partenaires internationaux.

### II. Principaux impératifs pour faire de l'Afrique un pôle de croissance mondiale

Depuis les indépendances, la croissance de l'Afrique dépend principalement de la production et de l'exportation de produits de base. Mais durant la dernière décennie, des améliorations ont été observées en ce qui concerne la gouvernance économique, la gestion macroéconomique et la lutte contre la corruption, si bien que le secteur manufacturier, les services financiers et de télécommunications modernes ainsi que le tourisme commencent désormais à contribuer de manière significative à la croissance. Ces évolutions ont permis des améliorations notables en matière de performance économique, la croissance de l'Afrique s'établissant à un taux moyen de 5,6 % durant la période 2002-2008, ce qui a alors fait du continent le deuxième du monde en termes de rapidité de la croissance, après l'Asie (figure 1). La figure ci-après fait clairement apparaître la capacité d'adaptation des économies africaines depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. En effet, sur les 15 économies mondiales présentant les plus forts taux de croissance en 2010, 10 se trouvaient en Afrique, et certains de ces pays ne disposaient ni de pétrole ni de minerai.

Grâce à ce regain de croissance, l'Afrique est de plus en plus reconnue comme étant un marché émergent et un pôle potentiel de croissance mondiale. Cela a amené les dirigeants africains, les institutions, les partenaires de développement et d'autres parties prenantes à laisser entendre que la croissance mondiale

\* Communication de Adam B. Elhiraika, Chef de la Section de la prévision, Division des politiques macroéconomiques, CEA, s'appuyant sur le Rapport économique sur l'Afrique 2012 de la CEA et de la Commission de l'Union africaine.

future dépendra de l'exploitation des caractéristiques uniques de l'Afrique, notamment ses abondantes ressources naturelles inexploitées, sa jeune population et sa classe moyenne en pleine croissance.

Outre sa croissance soutenue, l'Afrique dispose d'importantes ressources naturelles, représentant environ 12 % des réserves mondiales de pétrole, 40 % des réserves d'or et environ 52 % des terres arables et des ressources forestières. Cette richesse en ressources naturelles fait du continent une destination attractive pour les investisseurs étrangers. En effet, les flux d'investissement étranger direct à destination de l'Afrique ont atteint 62 milliards de dollars des États-Unis en 2009, montant qui a presque septuplé en l'espace d'une décennie. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre. Parallèlement, la mise en œuvre rigoureuse de la Vision africaine des mines renforcera considérablement l'efficacité des ressources naturelles du continent pour le développement.

Pour tirer le meilleur parti du potentiel démographique de l'Afrique, la jeune population et la main-d'œuvre en pleine croissance doivent bénéficier d'un développement global et innovant, des compétences et des connaissances. Elles deviendront ainsi des atouts et non un passif pour le climat d'investissement. De cette façon seulement, le continent tirera le plus grand parti du vieillissement des populations dans les économies développées et de la hausse des salaires en Asie, et deviendra ainsi la prochaine plate-forme mondiale de production manufacturière et de services de haute technologie.

Le taux élevé d'urbanisation et l'apparition d'une classe moyenne en Afrique joueront un rôle majeur dans la croissance. Le nombre de ménages de la classe moyenne augmentera de moitié entre 2010 et 2020, et en 2030, les 18 plus grandes villes africaines auront un pouvoir d'achat global de 1 300 milliards de dollars. Cet immense marché intérieur inexploité devrait susciter davantage de modes de consommation distincts et entraîner un investissement intérieur et étranger considérable.

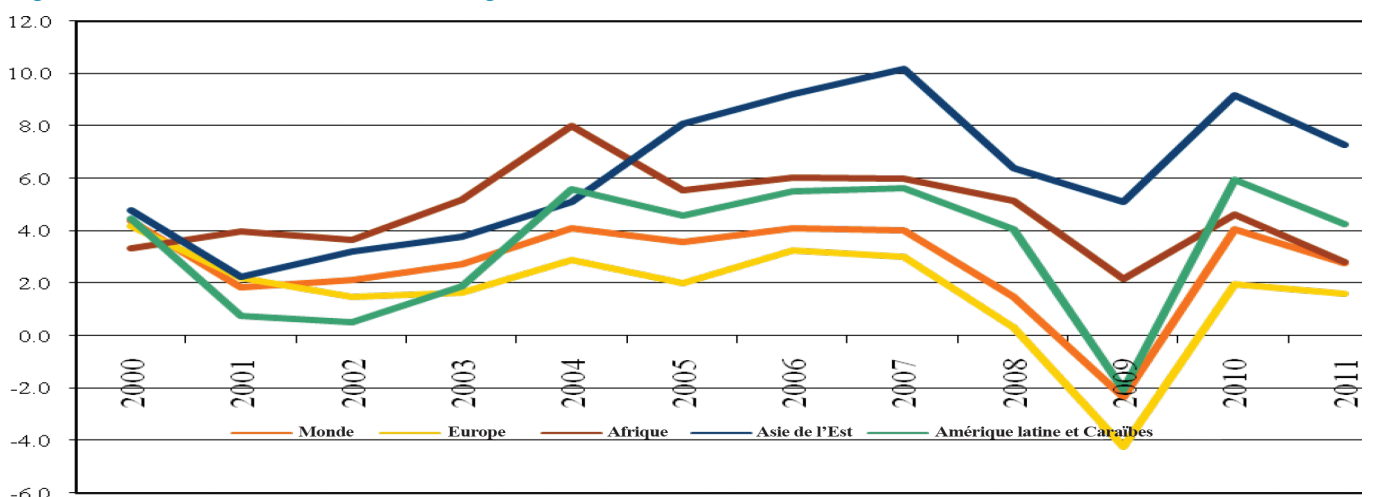
Afin de devenir un pôle de croissance mondiale, l'Afrique doit maintenir son taux de croissance actuel pendant au moins deux autres décennies. Ceci est possible si elle s'attaque résolument aux contraintes et aux failles dans les domaines de la structure de la production et du commerce, de l'infrastructure, des ressources humaines, de l'entrepreneuriat et de la gestion des risques.

Si l'Afrique parvient à remédier à ces failles, elle pourra très bien maintenir son taux de croissance actuel de 5 % jusqu'en 2034, date à laquelle elle devrait contribuer à hauteur de 5 % au moins au PIB mondial (position de la Chine en 2005) si les autres pays maintiennent également leurs taux de croissance récents; elle pourrait alors être considérée comme un pôle de croissance mondiale. Si le continent réalisait un taux de croissance annuel moyen de plus de 5 %, il représenterait 5 % ou plus du PIB mondial dans un délai plus court.

L'industrialisation est d'une importance cruciale. Les pays africains devraient mettre en œuvre des programmes de transformation économique afin de porter la part du secteur manufacturier du continent de 10 % en moyenne actuellement à au moins 25 % du PIB et de restructurer les services, en passant du commerce de distribution (dominé par le secteur informel) à des services plus modernes nécessaires pour soutenir des économies plus évoluées (à mesure que l'Afrique s'oriente vers des activités hautement spécialisées). Une telle transition devrait se doubler d'une diversification économique généralisée dans le cadre de laquelle la part des exportations d'articles manufacturés augmente considérablement et la composition des importations d'articles manufacturés évolue vers des biens d'équipement, des biens intermédiaires et des composants industriels.

L'investissement dans l'infrastructure est également essentiel. De meilleures routes, des barrages et l'hydroélectricité devraient entraîner une augmentation de la consommation d'électricité et l'établissement de meilleures liaisons de transport, ce qui réduirait les coûts de transaction, renforcerait la productivité économique et la compétitivité et améliorerait les niveaux de vie. Par ailleurs, le capital humain devrait être valorisé par le biais de l'élargissement de l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux. Les gouvernements devraient renforcer les systèmes de santé en allouant des ressources intérieures accrues; en supprimant les barrières à l'accès aux services, en supervisant la mise en valeur, le déploiement et la rétention des ressources humaines cruciales pour la santé et en éliminant l'inégalité dans l'accès et l'utilisation des soins de santé. Les initiatives actuelles visant à réduire la prévalence du VIH/sida et du paludisme et le fardeau qu'ils constituent, devraient être soutenues, dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

**Figure 1: Croissance des différentes régions du monde, 1971-2011**



**Source:** Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Les données sur l'Europe pour la période 2005-2011 concernent uniquement l'Union européenne.

Enfin, tous les pays africains devraient former des entrepreneurs locaux capables de travailler avec des homologues étrangers afin de promouvoir le transfert effectif des connaissances et s'assurer qu'il s'accompagne de retombées technologiques pour les économies africaines. En plus de ces mesures, les pays africains devraient exploiter et gérer les opportunités et les risques dans le monde multipolaire émergent. Les deux faces de la médaille sont la hausse des prix internationaux et de la demande des produits de base, les relations commerciales stratégiques avec de nouveaux partenaires de développement, l'investissement étranger direct provenant des économies émergentes, l'appui au développement des infrastructures de la part des nouveaux partenaires et le potentiel des diasporas en matière de développement (en plus des envois de fonds). Pour des interventions efficaces dans ces domaines, une collaboration entre les divers acteurs sous le leadership et la conduite d'un État développementaliste est nécessaire.

### III. Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale

Il sera nécessaire d'entreprendre des actions innovantes et radicales sur plusieurs fronts si l'on veut maintenir la dynamique de croissance actuelle en Afrique et de libérer la capacité de production du continent.

#### ***Promouvoir la bonne gouvernance politique et économique***

Ancrer la bonne gouvernance dans l'administration est un préalable au développement et au progrès social de l'Afrique. La gouvernance politique et économique s'améliore mais il reste beaucoup à faire. Les principales actions à entreprendre sont notamment renforcer les institutions de l'État en vue de promouvoir la prévisibilité, la responsabilité et la transparence dans la gestion des affaires publiques; promouvoir des processus électoraux libres et réguliers; lutter contre la corruption et l'inefficacité; améliorer la prestation des services publics; et élargir les programmes de protection sociale. Il faudra également redoubler d'efforts en vue d'élargir l'espace politique pour les citoyens afin qu'ils prennent part aux décisions et tenir les fonctionnaires comptables de leurs actes. Il est particulièrement important que les gouvernements instaurent un environnement politique qui favorise le développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé, et réduisent le coût des affaires en éliminant les pratiques de recherche de rente chez les fonctionnaires.

#### ***Recentrer l'éducation sur le développement***

La formation du capital humain accuse du retard en Afrique, une approche nouvelle pour résoudre l'inadéquation entre l'éducation et les emplois (entre la formation des diplômés et les compétences requises sur le marché du travail) s'avère donc nécessaire. Le potentiel de développement de l'Afrique ne pourra être libéré que si les gouvernements améliorent considérablement les ressources humaines, en entreprenant une série d'actions ayant pour objet d'adapter le système éducatif à l'économie. Cela inclut notamment de procéder à une réforme complète et systématique du système d'enseignement, en privilégiant la qualité au détriment de la quantité. Les gouvernements devront accorder une plus grande importance à la science et à la technologie ainsi qu'à la formation à l'entrepreneuriat, ce qui permettra de libérer

effectivement le potentiel de production du continent, en plaçant les universités africaines au centre de la scène.

#### ***Promouvoir le transfert de technologie et l'innovation en vue de la valeur ajoutée et de la transformation structurelle***

Le transfert de technologie et l'innovation sont les principaux moteurs du développement économique et social dans une économie fondée sur les connaissances. Ils permettent dans une grande mesure d'améliorer la productivité et l'efficacité tout en abaissant les coûts de la production et de l'information, qui sont les moyens essentiels d'assurer une croissance soutenue, la compétitivité et la transformation économique. La croissance rapide de l'Afrique durant les deux dernières décennies a été en partie soutenue par l'acquisition d'une technologie qui a fait ses preuves, comme l'attestent la forte augmentation des redevances et droits d'exploitation de licences qu'elle paie, et les importations de biens d'équipement et de services commerciaux.

#### ***Inverser le sous-investissement dans l'infrastructure***

Il est nécessaire d'investir dans l'infrastructure afin de libérer la capacité productive et d'améliorer les niveaux de vie, or la médiocrité de l'infrastructure demeure un obstacle majeur en Afrique. La principale contrainte est le manque de financement et, pour combler le déficit, des mesures devront être prises comme, par exemple, exploiter les ressources financières intérieures, par l'intermédiaire des banques commerciales, des fonds d'assurance, du marché boursier et des fonds de pension. Les banques centrales africaines devraient jouer un rôle de catalyseur en introduisant le partage des risques au moyen d'incitations, en émettant des bons, en lançant des programmes de garantie et en adoptant de nouveaux instruments financiers pour accroître l'effet de levier sur le bilan. Les efforts entrepris au niveau national devraient être complétés par d'autres visant à attirer l'investissement étranger direct venant d'économies émergentes, telles que la Chine et l'Inde, qui disposent de ressources financières relativement importantes ainsi que des compétences et de la technologie appropriées pour augmenter les gains d'efficacité.

#### ***Accroître la productivité de l'agriculture***

Une révolution verte africaine est un préalable à l'industrialisation verte du continent et un moyen de faire face au changement climatique. Les pays progressent en général sur l'échelle technologique en développant d'abord l'agriculture et en encourageant la création de valeur ajoutée grâce à l'agro-industrie avant de passer à l'industrie lourde.\* Le continent devrait donner la priorité à l'augmentation de la productivité des petits agriculteurs, étant donné que la majorité des Africains dans les zones rurales pratique l'agriculture de subsistance. Une telle approche nécessite des niveaux d'investissements importants et soutenus dans les biens publics essentiels tels que les routes rurales et l'irrigation, la recherche agricole et la nouvelle technologie, les industries liées aux facteurs de production, tels que les engrais et les semences, et de nouveaux liens économiques qui créeront des opportunités économiques pour les entreprises dans les régions rurales.

\* Voir le Rapport économique sur l'Afrique 2009 de la CEA et de la CUA (2009), intitulé *Développer l'agriculture en Afrique par des chaînes de valeur régionales*. CEA. Addis-Abeba (Éthiopie).

Les stratégies de développement agricole devraient être appliquées parallèlement à celles qui encouragent une industrialisation verte et une diversification économique et réduisent la vulnérabilité aux changements climatiques. Ces stratégies sont essentielles pour promouvoir une forte croissance durable et permettre à l'Afrique de devenir un pôle de croissance mondiale. Les effets néfastes des changements climatiques touchent de façon disproportionnée les pauvres et aggravent les inégalités sur les plans de la santé, de l'éducation, de la participation à la vie active et de l'accès à la nourriture et à l'eau. L'Afrique étant très loin de satisfaire ses propres besoins d'investissement pour le développement à partir de ses seules ressources intérieures, un soutien financier extérieur est indispensable pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

### ***Accélérer l'intégration régionale et intensifier le commerce intra-africain***

Les progrès accomplis en matière d'intégration régionale sont contrastés, mais la volonté politique est forte, s'agissant de ce qu'il faut faire. Il s'agit d'un important premier pas vers l'intégration mondiale, et pour la réaliser, il faut de meilleures liaisons entre pays africains grâce à des investissements considérables dans les routes, les télécommunications et les institutions financières intra-africaines qui faciliteront les paiements grâce, par exemple, à des systèmes de paiements régionaux garantis. Les gouvernements africains devraient par conséquent mettre en place une infrastructure régionale liée au commerce en encourageant la participation (locale et étrangère) du secteur privé dans l'infrastructure. Enfin, les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour simplifier les procédures et harmoniser les politiques dans divers domaines tels que les douanes, l'immigration, les contrôles aux frontières et l'inspection des cargaisons.

### ***Exploiter de nouveaux partenariats pour le développement grâce à l'engagement stratégique***

L'avènement de puissances économiques du Sud, telles que la Chine et l'Inde, présente des opportunités et des défis. Les gouvernements africains devraient adopter une approche pragmatique envers ces puissances et élaborer une stratégie cohérente qui fasse en sorte que le commerce, l'investissement et le financement venant de ces pays, serve à accélérer le potentiel de développement du continent, à promouvoir le progrès technologique, à permettre l'accumulation de capital et à consolider la transformation structurelle. Ils devraient encourager, en particulier, les investissements dans l'infrastructure et l'agro-industrie. Il est également essentiel qu'ils renforcent leur capacité de négociation.

### ***Mobilisation des ressources en vue de la transformation structurelle***

Durant la décennie passée, la capacité des pays africains de mobiliser des ressources et lever des investissements s'est nettement améliorée, même si les perspectives de croissance du continent et sa capacité de mobiliser des ressources restent vulnérables aux chocs extérieurs. Étant donné les nouvelles opportunités qu'offre la forte demande des ressources de l'Afrique et les changements radicaux qui ont marqué le paysage géopolitique, il est essentiel pour l'Afrique d'optimiser les divers moyens de mobiliser et d'allouer les ressources.

L'Afrique peut s'inspirer de l'expérience qu'elle a acquise avec les donateurs d'aide traditionnels et l'appliquer dans la

conduite de ses relations avec les nouveaux acteurs, notamment les investisseurs des économies émergentes ainsi que les sociétés multinationales et les investisseurs de portefeuille internationaux qui ont récemment manifesté un regain d'intérêt pour l'Afrique riche en ressources. Afin d'éviter les flux de capitaux non productifs (financiers et humains), les pays africains devraient étudier les mécanismes de rapatriement des flux de capitaux illicites et mettre en place de nouveaux instruments financiers pour bénéficier de l'épargne privée venant d'investisseurs internationaux et locaux, en n'encourageant que celle qui contribue à son développement. Ils devraient également chercher à améliorer la gestion des ressources publiques et accroître la participation des acteurs locaux au développement.

Les pays africains devraient profiter des nouvelles opportunités qui s'offrent à eux d'avoir accès à des ressources pour le développement moins volatiles en envisageant les actions suivantes:

- a. Pour mobiliser l'épargne intérieure et extérieure privée par le canal du système financier, les gouvernements devraient s'attacher à renforcer les marchés financiers et à accroître la capacité des institutions financières afin de faire en sorte que les fonds mobilisés le soient efficacement par des intermédiaires financiers et utilisés pour des investissements productifs et le développement socioéconomique. Il est également important d'explorer et de renforcer les mécanismes de coopération régionale en vue d'une gestion macroéconomique contracyclique. Ce serait un moyen d'assurer la stabilisation ou de permettre à plusieurs pays ou à l'ensemble de l'Afrique de disposer de fonds pour le développement.
- b. La manne provenant du boom des produits de base et des ressources nouvellement disponibles, devrait être utilisée à bon escient et servir à diversifier et à transformer les structures économiques, tandis que les bénéfices tirés des ressources devraient être distribués de façon à assurer une croissance inclusive.
- c. Les gouvernements africains devraient prendre des positions stratégiques avec toutes les catégories d'acteurs et d'investisseurs extérieurs – les donateurs d'aide traditionnels, les nouveaux partenaires de développement, les sociétés multinationales et les investisseurs de portefeuille privés – en présentant leurs propres visions et stratégies de développement en tant que base de négociation. Pour finir, il est essentiel de nouer un partenariat fructueux entre l'État et les acteurs nationaux en favorisant une meilleure inclusion, la transparence et l'obligation de rendre compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques.

**Produites par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), les notes d'orientation de la CEA se fondent sur diverses activités de recherche et d'analyse concernant le développement social et économique de l'Afrique, menées soit à la Commission soit en collaboration avec d'autres intervenants. La CEA a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres et d'encourager l'intégration régionale en Afrique. Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter la Division des politiques macroéconomiques, CEA, Addis-Abeba, Éthiopie au +251-11-544-3264 ou adresser un courriel à l'adresse [policybriefs@uneca.org](mailto:policybriefs@uneca.org).**